

ÉTUDE DU PROCESSUS D'EMPOWERMENT DANS UN CONTEXTE DE GUERRE : CAS DE FEMMES LIBANAISES ISSUES DES MILIEUX DÉFAVORISÉS

May HAZAZ

PH.D. en Travail social

Ecole libanaise de Formation sociale

Beyrouth, Liban

mhazaz@usj.edu.lb

Plan

	page
Introduction.....	3
I- Identification de la problématique : La condition des femmes libanaises dans le contexte de la guerre.....	5
II- Objet de l'étude.....	9
III- La question générale de l'étude.....	10
IV- La pertinence théorique et pratique de l'étude.....	11
V- Le processus d'empowerment : état de la recherche.....	13
VI- L'orientation féministe de la recherche et ses variables d'analyse.....	18
VII- Type de recherche et méthodologie.....	20
7.1- Méthodologie.....	21
7.2- Stratégie de cueillette et d'analyse des données.....	21
7.3- Difficultés rencontrées.....	22
VIII- Résultats et interprétation.....	22
IX- Les principales retombées de la recherche tant au plan théorique que pratique, qu'au plan de la recherche.....	26
9.1. Retombées de la thèse sur le plan théorique.....	26
9.2. Principales retombées de la thèse sur le plan de la pratique du travail social.....	31
9.3. Retombées de la thèse sur le plan de la recherche.....	33
X- Les limites de la recherche.....	34
Conclusion.....	35

Introduction

Je suis femme, née dans un pays d'Orient. Depuis mon jeune âge, les expressions « sexe faible » attribué à la femme, et « sexe fort », attribué à l'homme, m'ont toujours intriguée, interpellée. Qu'est-ce que la faiblesse? Qu'est-ce que la force? Pourquoi la femme serait-elle qualifiée de faible? Quelle est la nature de sa faiblesse? Pourquoi l'homme serait-il qualifié de fort? Et quelle est la nature de sa force? L'existence de ce rapport dominant-dominé est sans doute la caractéristique la plus générale de la structure sociale au niveau de la société globale (A. Bélarbi, 1981:229), mais je ne l'avais moi-même attribuée qu'à la question des classes sociales, au domaine économique, aux échanges entre riches et pauvres, et non aux rapports hommes-femmes. Par ailleurs, l'éducation que j'avais reçue dans cette société patriarcale et traditionnelle valorisait « la faiblesse des femmes », synonyme de féminité, douceur, tendresse, dévouement. Quant à la force valorisée chez l'homme, elle représentait pour moi cette autorité bienveillante, synonyme de protection, de sécurité, qui vous apporte le support face aux agressions diverses de la vie... Mais, au fil des jours et des années... la réalité m'apparut tout autre. La force était devenue exploitation, oppression, violence et domination... Tout au long des années de guerre que j'ai vécues au Liban, la force des hommes s'ingéniait à semer la mort et la destruction... alors que la faiblesse des femmes, devenue force, se révélait « dans le souffle long devant le malheur, les blessures, la mort. Du reste - les hommes savent bien, qu'en temps d'épreuve, féminité signifie virilité - réserve illimitée d'énergie pour tenir la barre dans la tempête, et ils y comptent beaucoup ». Est-ce que pour cela qu'on les appelait « les agents actifs de l'anti-guerre » selon l'expression de M. Chamoun (1987:17) ?

La présente recherche s'inscrit ainsi, dans le cadre global d'une société libanaise connue pour être conservatrice et patriarcale ayant subi quinze années de guerre (1975 – 1990). Elle s'intéresse plus particulièrement au vécu de la guerre de femmes libanaises, toutes confessions confondues, appartenant certaines, à la classe moyenne et d'autres à la classe pauvre. Une attention particulière est portée aux différentes stratégies d'action collective qui ont favorisé une forme de leadership et la découverte d'une forme de pouvoir endogène (Le pouvoir de ... et non le pouvoir sur) connu sous le vocable « d'empowerment ». Ce concept, qui a été longuement étudié par des psychologues nord-

américains, n'a été que peu exploré au Liban et rares sont les recherches scientifiques qui traitent de ce concept au Liban ou dans les pays arabes avoisinants.

Les sources de mon intérêt pour cet objet de recherche sont multiples et diverses.

Premièrement, ma longue expérience de travailleuse sociale, dans un centre médico-social de quartier dont 80% de ses usagers était des femmes. Les divers problèmes - d'ordre psychologique, relationnel, familial, économique, culturel, relatés par les femmes lors d'entretiens professionnels ou lors de visites à domicile me touchaient énormément.

Deuxièmement, mon engagement dans diverses associations nationales et internationales oeuvrant pour le droit des femmes et leur engagement dans la vie politique ou militant contre la violence faite à leur égard dans la sphère privée ou domestique, m'a poussée à m'intéresser de plus en plus au patrimoine historique des femmes libanaises.

Troisièmement, mon souci de vouloir changer l'approche traditionnelle d'assistance du travail social auprès des femmes, et celui d'offrir une opportunité aux travailleurs sociaux libanais d'approfondir spécifiquement les connaissances et les valeurs qui sous-tendent l'adoption de tel ou tel modèle axé sur les forces, les capacités et les opportunités sont aussi des éléments qui m'ont poussée à approfondir cette question.

L'orientation choisie s'inscrit dans une perspective épistémologique constructiviste et dans une approche qualitative qui se veut exploratoire. La présente recherche ne se propose ni de vérifier des hypothèses précises, ni d'évaluer des actions entreprises. Elle essaie de défricher un terrain peu exploré, d'en examiner les différentes composantes et de formuler des propositions théoriques et pratiques retenues par nos observations et conclusions.

I- Identification de la problématique : La condition des femmes libanaises dans le contexte de la guerre

Aborder la condition féminine ou la question des femmes dans le monde arabe, c'est s'engager dans une étude de la société globale et des rapports sociaux d'inégalité et de discrimination qui y existent. Les femmes ne forment ni une classe sociale, ni une classe d'âge, ni une catégorie socioprofessionnelle; elles constituent en fait une catégorie marginalisée, exclue du pouvoir politique, éloignée du pouvoir de décision, dépendante du pouvoir économique de l'homme (A. Belarbi, 1981). Elles forment ce que C. de Lauwe (1972) a appelé "une catégorie sans pouvoir". Mais la femme arabe est victime d'une double injustice : celle de toutes les femmes et celle du malentendu orientaliste qui la dessine odalisque, cloîtrée, indifférente au monde qui l'entoure (H. Essid, 1987:19). Certains vont même la décrire comme sociologiquement inexistante : "On naît fille, on est sœur et l'on devient mère sous le joug de l'alliance" (I. Nottaris, 1996:133), car l'ordre social est quasiment fondé sur la supériorité de l'homme en droits et en pouvoir. Par conséquent, l'éducation est axée sur la survalorisation de la virilité du garçon et l'image réductrice - passive et soumise - de la fille. Ce qui fait dire à J. Minces (1991) que la femme est une "non-personne".

Cette conception des rapports entre hommes et femmes, profondément enracinée dans la culture du Proche-Orient, concerne autant les chrétiens que les musulmans. N. El Yahfoufi, (1995), dans une recherche sur les rôles conjugaux et la structure familiale au Liban, menée auprès de 500 familles chrétiennes et musulmanes appartenant aux différentes catégories sociales dans la région de la Bekaa, soutient que, dans les deux religions, il y a autant de dominance chez le mari et que la résidence rurale ou urbaine n'avait aucune influence sur ce rapport homme/femme. Quant aux types d'interactions, ils font apparaître des rôles conjugaux traditionnels où c'est souvent le mari qui prend les décisions et où chacun se conduit globalement selon le rôle décrit et attendu par la société :

« Le mari s'occupe surtout de la vie économique, sociale et du bricolage, la femme plutôt du ménage, de la cuisine, des enfants et de la vie sociale. Donc, il faut souligner la dichotomie sexuée de rôles conjugaux. La participation des maris libanais aux activités féminines étant quasi absente. » (El Yahfoufi, 1995:173)

Déjà en 1993, P. Dodd et A. Amassian, dans une étude sur le facteur religieux et le statut des femmes, montrent que les sujets interrogés, appartenant à la même classe sociale et aux deux religions chrétienne et musulmane, ont des "opinions semblables sur le statut et le rôle de la femme dans la société". La thèse de S. Zablith (1977), portant sur un échantillon de chrétiens et de musulmans de niveau socio-économique identique, confirme la présence de l'autorité masculine au sein de la famille : "à 87%, c'est l'homme qui gère le budget de la famille". D'autres recherches sociologiques effectuées dans la région du Liban-Nord (F. Maatouk, 1986b) mettent en évidence la similitude des normes et habitudes quelle que soit la confession. Finalement, cette culture qui est plus globale et plus vaste que la sphère religieuse, "sa substance étant sociale et non spirituelle", s'avère être très antérieure à l'Islam. Préservée dans les campagnes, les montagnes, les villages par une coutume immémoriale, elle fut renforcée, mais aussi modifiée en ville par le développement d'un côté de la Sharia : principes régissant la vie individuelle, sociale, collective et politique toujours en vigueur dans certains États arabes (A. Hourani, 1996:169) et, d'un autre côté, par les préceptes puritains et rigoureux des deux églises - catholique et orthodoxe - implantées dans la région.

Aussi, à côté de ce regard de la société - autant occidental qu'oriental - à l'égard de la femme arabe, à côté du poids de la religion, de la culture, de la législation, viennent s'ajouter d'autres facteurs plus caractéristiques des femmes libanaises des milieux populaires :

- la pauvreté ou les conditions socio-économiques défavorisées ;
- la non-qualification obligeant ces femmes à accepter des petits travaux avec des petits salaires, sans aucune stabilité ou protection du code du travail, percevant elles-mêmes le travail comme une nécessité pesante et non comme une option libératrice ;

--l'analphabétisme touchant nécessairement plus de femmes (17.8%) que d'hommes (9.2%) (sondage publié en octobre 1996 par le Ministère Libanais des Affaires sociales). L'ignorance juridique fait de cette catégorie de femmes, une proie facile dans ce système patriarcal, puisque 46 % pensent encore que l'instruction ou la scolarisation n'est pas une nécessité pour les femmes (G. Tannouri, 1993:26; Texte CNU-UNESCO - en arabe) ;

- l'accroissement du nombre de femmes - cheffes de familles mono-parentales - dont le mari, le père ou le fils aîné est décédé durant la guerre ou qui reste kidnappé, disparu ou emprisonné dans une des prisons (en Syrie ou en Israël) (C.N.F.L., 1995). Les pertes humaines de la population civile et des milices ajustées et complétées sur la base des statistiques avancées par les F.S.I. (Forces de sécurité intérieure) (1975-1990) s'élèvent à 1 842 personnes enlevées et 2 139 disparues - chiffres sous-estimés selon B. Labaki et K. Abourjeily (1993:36). D'autres sources avancent les chiffres de 13 968 personnes enlevées et 19 860 disparues (Alsafir, 1987). Cette situation contribuant également à un appauvrissement évident des familles ;

- l'augmentation des charges - physiques et morales sur ces femmes - provoquée par l'augmentation du taux des personnes ayant un handicap physique suite à la guerre. Sur les 12 956 personnes interrogées lors de l'enquête auprès des populations déplacées, 11,9 % déclarent être affectées d'un handicap ou d'une maladie chronique (M. Hazaz, 1992:209).

C'est vrai que le climat général qui prévalait au Liban, entre 1975 et 1995, n'était pas favorable à l'élaboration d'un plan d'action global visant à accélérer la promotion de la femme (C.N.F.L., 1995). Par contre, au niveau mondial, quatre grandes conférences sur les femmes (Mexico, 1975; Copenhague, 1980; Naïrobi, 1985; Pékin, 1995) appelaient à promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; à assurer la pleine intégration des femmes à l'effort global de développement; à prendre les mesures appropriées pour provoquer de profonds changements sociaux et économiques et éliminer les déséquilibres structurels qui perpétuent la condition d'infériorité des femmes dans la société.

Par contre, le second rapport de la commission nationale de la femme libanaise (CNFL) paru en Mai 2005, fait état d'une nette amélioration de la condition des femmes libanaises dans le domaine du travail, notamment dans le domaine de l'éducation et plusieurs législations ont été adoptées à ce sujet. De même, la femme participe de plus en plus à la vie active et sa présence est de plus en plus marquée dans la société civile au sein d'ONG, oeuvrant ou militant pour les droits des personnes marginalisées (Regroupement des personnes handicapées, disparues dans les prisons syriennes ou Israéliennes, emprisonnées arbitrairement...) ou dans la défense du droit à un environnement sain et sécurisé (Mouvement Greenline, Yasa...). Par ailleurs, les dernières législatives (2005) montrent un net progrès dans la présence des femmes au sein du parlement libanais, représentant soit des partis politiques (Forces libanaises, Tayar el moustakbal, Tayar EL Aouni...) soit des fondations civiles (Fondation René Mouawad, Fondation Rafic Hariri, Fondation Béchir Gemayel, Fondation Issam Fares...). Mais avec 6 femmes sur 126 députés hommes, je considère que la participation des femmes à la vie parlementaire reste plutôt faible, comme les changements dans le domaine du statut personnel restent imperceptibles et demeurent régis par le droit des différentes communautés religieuses. Il reste qu'un grand travail doit être entrepris au niveau de la conscientisation des femmes sur leurs droits et plus particulièrement dans les régions rurales considérées les plus défavorisées (L'Orient-Le-Jour, 4/05/2005).

Mais, en fait, ce tableau sombre ne reflète pas toute la réalité vécue par les femmes libanaises des milieux populaires. Des femmes libanaises, appartenant à la classe des intellectuelles soutenues par divers comités féminins, impliquées dans diverses commissions nationales ou des associations pour les Droits de l'homme, reconnaissent que des amendements législatifs importants ont été obtenus. Ces changements ont eu lieu grâce au travail acharné d'une féministe, avocate, pionnière dans l'action politique, (L. Moughayzel), telle que l'abolition des sanctions relatives aux méthodes de contraception (1983); l'unification de l'âge de fin de service pour les femmes et les hommes (1987); la reconnaissance de la capacité de la femme à témoigner devant le registre foncier (1993); l'institution du certificat médical pré-nuptial (1994). Les amendements ont apporté, dans certains cas, une plus grande marge de liberté à la femme et, dans d'autres, une égalité face au travail. Certaines

femmes des milieux populaires ont donc pu appuyer ou soutenir ce genre de revendication à travers leur membership dans certains mouvements féministes ou des associations féminines.

Mais dans le contexte de la guerre, malgré la diversité de leur appartenance confessionnelle, chrétienne et musulmane, leur lieu de résidence en milieu urbain et rural, leur niveau d'instruction ou de revenu moyen et pauvre, les femmes libanaises en général partageaient une similitude de situation quant à la dépendance juridique, chaque communauté ou rite ayant son propre statut personnel. Par ailleurs toutes les femmes reconnaissaient leur exclusion de la vie politique et leur inaccessibilité aux ressources du pays. Parallèlement elles vivaient une forme de conformité quant au système de valeurs se traduisant par exemple à l'attachement de la terre, de la famille, aux valeurs religieuses, la tradition de l'hospitalité et le respect des personnes âgées...

Par contre, certaines femmes libanaises issues des classes pauvres, ont su braver la perception de cette société patriarcale à leur égard (soumission, fragilité, passivité ou impuissance...) et s'imposer comme « des agentes actives anti-guerre ».

II- Objet de l'étude

L'objet de la présente étude est d'identifier le processus d'empowerment collectif concrétisé par des actions locales de type communautaire menées par des femmes libanaises dans un contexte de guerre, et d'explorer ses interactions avec les composantes de l'empowerment personnel et interpersonnel. Je définis le processus comme un « mécanisme par lequel un phénomène se produit » (R. Lefrançois 1992) et le précise tel que mentionné par Larousse (1964, 839) dans son sens étymologique latin comme « un progrès, une marche, un développement ». Mais la réalité appréhendée par le processus d'empowerment tel que retenu dans ma recherche est loin de la démarche linéaire, ainsi rapportée par certains auteurs (C.H. Kieffer, 1984 ; R. Labonté, 1990 ; P. Cosse, 1993 in D. Damant, *et al.* 2001), car effectivement je la considère restrictive et inadéquate avec un vécu de femme dans un contexte de

guerre ; cette dernière étant caractérisée par l'insécurité, le désordre et le manque de ressources. Par conséquent, dans le processus d'empowerment, je retiens les dimensions dynamique et synergique du phénomène (C.H. Kieffer, 1984 ; I. Serrano-Garcia, 1984 ; J. Rappaport, 1987 et M. Breton, 1989) qui « s'articule autour de la représentation d'une spirale ».

Aussi, l'intérêt que je porte à cette notion d'empowerment dans le travail social, tiendrait au fait d'avoir côtoyé de près des travailleurs sociaux ayant connu des femmes, qui, tout en vivant des situations d'oppression et d'impuissance, ont pu, tant individuellement que collectivement « prendre leurs affaires en mains et faire avancer leur cause. Ces personnes tirent de cette activité un sentiment positif de contrôle sur leur propre vie qui les éloigne progressivement du vécu d'impuissance et de détresse psychologiques » (Y. Lebossé, Inédit in D. Damant *et al.*, 2001:135).

Mais les travailleurs sociaux retenus comme informateurs/clés dans ma recherche ont connu ces femmes et ont pu agir comme des personnes - ressources auprès de ces dernières afin, non seulement de "refaire une autre lecture critique de la réalité" (P. Freire, 1984); débattre des stratégies de "*réappropriation du pouvoir des femmes*", aux plans *personnel* (soi, couple, famille), *collectif* (voisinage, quartier, environnement), *politique* (structures, lois, législation) *religieux et juridique* (statut personnel) mais aussi, de pouvoir comme observateur-participant, confirmer les témoignages et les actions relatées.

III- La question générale de l'étude

Quels liens y a-t-il entre les composantes personnelles interpersonnelles et collectives du processus d'empowerment de femmes libanaises ayant vécu dans un contexte de guerre, en lien avec ses composantes personnelles et interpersonnelles.

IV- La pertinence théorique et pratique de l'étude

« Les droits des femmes dans la controverse entre universalité des droits de l'homme et particularité des cultures » (Beyrouth 23-24-25 octobre 2003), traitant de la question des femmes, m'a fait prendre conscience de la pauvreté des écrits scientifiques (travaux de recherches, enquêtes globales, études statistiques, mémoires, thèses) traitant des femmes libanaises en général et des femmes libanaises des milieux pauvres en particulier. Notre recherche documentaire entreprise ces dernières années (1996-2003) à Paris, à l'Institut du Monde Arabe (IMA) et à Beyrouth, dans les différentes universités nationales (Libanaise, Saint-Joseph, Kaslik, Balamand, American University of Beirut, Lebese-American-University) auprès des vingt-deux (22) centres de recherches universitaires et les vingt-cinq (25) bureaux d'étude socio-économico-politique privés, nous amène à certaines constatations :

- aucun recensement de la population libanaise n'a été faite par les diverses administrations ou gouvernements en place depuis 1943;

- aucune recherche quantitative, qualitative, statistique, globale n'a été effectuée sur les conditions de vie des femmes au Liban, bien que ce dernier ait été un membre fondateur et actif de l'Organisation des Nations-Unies (O.N.U.), qu'il ait largement contribué à l'élaboration de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, mais n'ayant pas adopté la Convention de 1979 "sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes", convention ratifiée par cent-quatorze (114) états dont cinq états arabes;

- même le document officiel, présenté à Beijing (1995) par la Commission Nationale pour la préparation de la 4^e Conférence Mondiale sur les femmes (C.N.F.L.), mentionne que "les chiffres dans cette brochure sont pour la plupart des estimations approximatives" (C.N.F.L., 1995), alors que les références citées dans le document de base à cet effet, ne sont que des extraits partiels de recherches faites par des bureaux d'études privés, ou des instances universitaires nationales et/ou étrangères;

- l'inexistence ou le peu de place accordée à la conscience de la variable sexuelle dans les recherches nationales faites au Liban avant la guerre telles que : l'Enquête sur "les besoins et possibilités du développement du Liban" par la Mission IRFED (1960-1968) et l'Enquête sur la population active au Liban (PAL, 1970) par le ministère du Travail et de la Planification;

--d'autres recherches empiriques englobent l'homme et la femme en parlant en termes génériques de "famille, groupe familial, ménage, libanais, génération, parenté..." sans qu'aucune place ne soit donnée à la singularité du vécu des femmes en termes de comportements, attitudes, opinions.

Seules "L'Enquête sur la Famille Chrétienne au Liban" (CEROC, 1989) et la recherche sur "La population déplacée au Liban : 1975-1987" (IESSA, 1992) incluent dans leur questionnaire les attitudes et opinions de l'époux et de l'épouse, les représentations de l'avenir vues non seulement par les pères et les garçons, mais aussi par les mères et les filles. Un seul institut sur les 22 centres universitaires de recherche que j'ai pu répertorier, est spécialisé dans les études féminines (ou féministes?) dans le monde arabe. Cet Institut a été créé en 1973 au Liban et continue d'être actif. La majorité de ses publications sont en anglais et/ou en arabe (Institute for women's studies in Arab World : Al Raida – Lebanese American University). Le centre d'études sur l'unité arabe créé en 1975 au Liban et qui a consacré un dossier spécial sur "Le rôle de la femme dans la construction de l'unité arabe" publié en 1978, n'a plus fait parler de lui.

Les quelques thèses et mémoires répertoriés dans les disciplines diverses des sciences sociales au Liban (anthropologie, démographie, éducation, sociologie de la famille, sociologie du travail, sociologie religieuse, rurale...) reprennent un des aspects de la vie de la femme (travail ou éducation) dans un espace déterminé (Tripoli ou Bekaa). Quelques mémoires tablent sur le rapport à la sexualité, l'image du corps, d'autres sur l'image de la femme dans la presse et/ou la publicité; d'autres enfin analysent des cas de criminalité féminine ou "des crimes d'honneur". Quatre analysent simplement le rapport des femmes au pouvoir - pouvoir vu ici comme pouvoir politique, syndical, religieux et plus spécifiquement en Islam. La majorité des recherches se sont déroulées entre les années 1980-1992. Toutes souffrent de la

contrainte du régionalisme, c'est-à-dire que l'auteur(e) s'est contenté(e) ou a été contraint(e) - vu la situation d'insécurité et d'instabilité généralisée dans tout le pays à cette époque là - d'étudier le phénomène limité à sa ville (Beyrouth, Saïda, Tripoli, Nabatieh, Ablah, Kalamoun...) ou à sa région (Koura, Sud, Baalbeck). Par ailleurs, la réalité de la femme rurale est complètement occultée des statistiques officielles. Son travail est "sous déclaré" et quand il l'est, selon la norme officielle (U.T.H.), il est perçu comme la moitié de la valeur du travail masculin (K. Hamdane, 1995:213). Aucune recherche également ne tient compte des femmes de milieux pauvres ou économiquement défavorisés; aucune recherche n'a pu être retenue comme nominalement féministe, la majorité parle de "la femme" ou sous le vocable "féminin". Parallèlement, K. Hamdane met en garde non seulement contre la gravité de l'absence totale d'études statistiques nationales, mais de la crise conceptuelle et théorique entourant toute recherche scientifique. (Idem, 213).

Tout cela à mon avis mérite une attention particulière et nécessite une réflexion approfondie. Je suis, par ailleurs, consciente du caractère complexe de cette recherche à cause de sa multidisciplinarité où le philosophique, le sociologique, le juridique et le politique s'imbriquent et se recoupent avec le travail social. Je reconnais aussi le caractère de défi qui m'interpelle dans cette étude puisque dans la société orientale, femme et pouvoir sont deux pôles, deux mondes antinomiques. Mais en dépit de tout, j'espère que cette recherche intéressera plus d'une discipline et ouvrira la voie à des recherches ultérieures.

V- Le processus d'empowerment : état de la recherche

Le tour d'horizon effectué à date sur l'état de la recherche du "processus d'empowerment nous a amenée aux recherches les plus récentes faites entre 1991 et 2004 par les auteur(e)s suivant(e)s : J. Lee (1991), J. Lord and P. Hutchison (1993), M.G. Spreitzer, C. Kroeker, R.J. Parsons (1995), W. Shera et L. Wells (1999), D. Damant *et al.* (2001) et J. Wemmers *et al.* (2004).

Les recherches ont été menées dans des champs et disciplines diverses (travail social, santé mentale, gestion et management, psychologie communautaire). Elles avaient comme objectifs de définir, d'examiner, d'explorer, d'analyser le processus d'*empowerment* - notion que tous considèrent comme nouvelle - dans ses deux dimensions, à savoir, le processus comme progression et les résultats comme aboutissement. La majorité des chercheurs (euses) ont utilisé une approche qualitative compréhensive se servant de techniques d'entrevues en profondeur, de focus groupes, et d'observations participantes. Toutes les recherches s'adressent à des populations qui sont, soit au départ, pauvres et impuissantes, soit vivant des situations, (ou position ou statut) de subalternes, d'opprimés, soit en recherche pour se réapproprier leur pouvoir personnel et social. Toutes les définitions mettent l'accent sur l'idée de réduire l'impuissance causée par les conditions de vie jugées négatives, de travailler à promouvoir le contrôle sur les divers aspects de la vie quotidienne, de participer à la vie communautaire (ou collective) en ayant part aux prises de décision. Le processus d'*empowerment* est également perçu comme un système global incluant les plans personnel, interpersonnel et communautaire, et ceci, dans un but de transformation sociétale. Les résultats sont, selon les recherches quelque peu mitigés. Certaines confirment que des conditions objectives peuvent réduire la situation d'impuissance, d'oppression, d'isolement, et apporter un changement effectif, à l'un des trois niveaux cités plus haut dans la vie des participants. D'autres pensent que la notion d'*empowerment* a encore besoin de faire ses preuves, qu'elle fait peur dans certains domaines et ceux qui détiennent la position de dominant (pouvoir, classe, argent, statut) ont du mal à embarquer dans le processus car ça demande un changement radical des mentalités et l'adhésion à certaines valeurs. Certaines conclusions et/ou commentaires des auteurs nous amènent à prendre conscience de certaines limites, certains biais inévitables dans une recherche, comme la dichotomie entre les niveaux personnel et politique, comme s'il s'agissait de deux mondes coupés au couteau et la tendance à associer l'*empowerment* juste à l'idée du contrôle et/ou de l'efficacité. Par ailleurs, la nécessité de devoir mener d'autres recherches (ethnographique, naturalistique, empirique...) est relevée

par tous les chercheurs (euses) qui considèrent l'étude sur le processus d'*empowerment* comme encore "embryonnaire".

La pertinence de ces diverses recherches, par rapport à notre objet d'étude, c'est qu'elles viennent confirmer l'orientation prise dans le cheminement de notre recherche : l'exploration est menée auprès d'une population féminine reconnue comme pauvre et perçue comme impuissante, mais qui a fait preuve de capacités d'*empowerment*. Elle est menée aux trois niveaux déjà cités : personnel, interpersonnel et collectif (politique) qui sont, à notre avis, interreliés et progressant dans un sens heuristique plutôt que séquentiel ou linéaire. Mettant ainsi l'accent sur la perspective écologique du processus d'*empowerment*, c'est tenir compte aussi du contexte (social ou de guerre), de l'environnement (destruction, privation, précarité), mais où la perception et la représentation subjective des choses, ou des événements, sont aussi, importantes et cruciales, dans un processus d'*empowerment* que les conditions objectives que les personnes vivent.

Pour créer notre propre cadre de référence, nous allons également tenir compte des diverses analyses faites par les auteur(e)s déjà cité(e)s sur la notion d'*empowerment*, ainsi que les résultats d'expériences vécues ou de recherches rapportées dans certains pays. Pays où les femmes vivent une double oppression, celle du sexisme et de la discrimination : celle d'être femme et celle de faire partie des catégories pauvres, marginalisées ou objets de racisme dans leurs sociétés diverses. Parallèlement, nous allons retenir les composantes de plusieurs auteur(e)s dont D. Frans (1993), J. Coates (1994), W. Ninacs (1995) pour plusieurs raisons. Tous trois parlent spécifiquement du *processus d'empowerment*; ils couvrent des régions géographiques différentes (USA, Québec et Nouveau Brunswick) et pourraient prétendre à une crédibilité nord-américaine. Leurs quatre composantes retenues qui sont l'estime de soi, la compétence technique, la participation et la conscience critique, rejoignent les plans niveaux de l'*empowerment*, à savoir : les plans personnel, interpersonnel, collectif et politique. Ce processus n'est pas linéaire mais circulaire, multidimensionnel et en continuelle mouvance... Pour H. Staples (1990:3), "il n'y a point d'état final à l'*empowerment*". Si les composantes du

processus général d'*empowerment* retenues par W. Ninacs (1995b:79) se résument à la participation; la compétence technique; l'estime de soi et la conscience critique, il met par contre l'accent sur *l'interaction de ces composantes* et il nous offre "l'image d'un câble confectionné de quatre cordes où chacune renforce les autres tout en se trouvant elle-même renforcée. Chacune semble jouer un rôle précis et l'absence d'une composante aurait pour effet de réduire sinon d'annuler la portée de *l'empowerment* à l'intérieur d'une intervention qui se voudrait axée sur ce processus". D. Frans (1993:312), quant à lui, propose une échelle pour mesurer la perception personnelle et professionnelle des travailleurs sociaux (TS), face à leur degré d'*empowerment*. Tout en reconnaissant qu'initialement le concept est appliqué aux populations opprimées, il pense qu'il est nécessaire et vital pour les TS de réviser leur perception et attitude à l'égard de la profession s'ils (elles) pensent utiliser "*l'empowerment* comme approche". Il retient cinq items de mesure allant de la perception de soi à la conscience critique, l'acquisition des connaissances et habiletés; l'aptitude à l'action et le sens d'une identité collective. J. Coates (1994:3) discute également de la formation offerte aux travailleurs sociaux. Il pense que ces derniers ne pourront jamais contribuer au changement social s'ils ne sont pas préparés personnellement et si on ne développe pas chez eux une éducation axée sur un minimum de *pouvoir personnel*: "Social transformation will never take place if those who are its advocates are not also its actors". Pour cela, il préconise quatre principes pour renforcer le pouvoir personnel : l'estime de soi; le groupe de soutien; la conscience critique et l'action ou le support à l'action. En d'autres termes, à défaut d'être soi-même l'initiateur d'une action, être au moins celle qui soutient une action entreprise par d'autres.

COMPOSANTES DU PROCESSUS D'EMPOWERMENT SELON TROIS AUTEURS

Auteurs Plans	W. NINACS (1995) (Québec) - Canada	J. COATES (1994) (Nouveau-Brunswick) - Canada	D. FRANS (1993) U.S.A.
Personnel	L'estime de soi . autoreconnaissance de la légitimité de l'identité propre de sa propre compétence . reconnaissance de sa compétence par les autres	Pouvoir personnel . l'estime de soi	La perception du soi . Attitude positive d'auto-évaluation
	La compétence technique . acquisition progressive de connaissances pratiques et techniques requises par l'action	Conscience critique . reconnaître ses propres attitudes et croyances et celles des autres	Conscience critique . Capacité d'exprimer ses propres jugements
Interpersonnel	La participation . assistance muette . participation aux discussions simples (droit de parole) . participation aux débats (droit d'être entendu) . participation aux décisions (aval/refus de consentement)	Groupe de support . respect et confiance mutuels	L'idée de posséder un savoir et des compétences suffisants pour influencer les événements dans sa vie ou dans celle des autres
Collectif	La conscience politique . conscience collective (personne/collectivité pas seule à avoir un problème) . conscience sociale (problèmes individuels/collectifs influencés par la façon dont la société est organisée) . conscience politique (solution des problèmes d'ordre structurel passe par le changement social, i.e. l'action politique dans le sens non partisan du mot)	Action ou le support à l'action	Motivation personnelle à l'action . Un sens de l'identité collective. . L'habilité à l'initiative. . Partage des buts, aspirations et ressources.

NINACS, William (1995) "Empowerment et service social : Approches et enjeux" in *Service social*, vol. 44, no. 1, 1995 (69-93).
 COATES, John (1994) "Education for Social Transformation" in *Journal of Teaching in Social Work*, vol. (1/2) 1994 (1-17).
 FRANS, Douglas (1993) "A Scale for Measuring social worker Empowerment" in *Research on Social Work Practice*, vol. 3 no. 3, July 1993 (312-328).

VI- L'orientation féministe de la recherche et ses variables d'analyse

Si l'utilisation du processus d'*empowerment* reste un concept générique, c'est-à-dire applicable à toute personne, groupe ou collectivité vivant une oppression, le choix de l'orientation féministe se justifie par le fait que les sujets à l'étude appartiennent spécifiquement à la catégorie des femmes, aux femmes doublement opprimées, comme mentionné auparavant. Quant aux principes de la recherche féministe, elles sont "basées sur le postulat de *la nécessité d'une vision féministe* de la réalité sociale et de la non moins présente nécessité d'élaborer cette recherche à partir des expériences et des besoins des femmes en tant que groupe social" (R. Mayer, et F. Ouellet, 1991:219). Elle se différencie de la recherche de type classique ou traditionnelle dite patriarcale où la femme est traitée comme objet d'analyse, ou en tant que variable (N. Laurin-Frenette, 1989:80). Dans la recherche féministe, les *personnes s'engagent comme des acteurs* produisant un savoir renouvelé et une connaissance particulière. Rappelons que la présente étude se fonde sur le discours des femmes de milieux défavorisés ayant des trajectoires qui ont influencé la vie communautaire eu égard au thème particulier de leur perception du processus d'*empowerment*. Ainsi, comme dans toute recherche féministe, les *femmes des milieux défavorisés constituent le centre d'intérêt* de ma recherche et il s'agit de partager notre réflexion avec elles et pour elles, et non sur elles. Ce qui a nécessité une nouvelle façon de penser et d'observer, caractérisée par un *état d'esprit critique* facilitant aux femmes de ces milieux, une nouvelle lecture de leur réalité.

Quant aux diverses variables à retenir pour notre cadre d'analyse, nous retenons "*La reconceptualisation du pouvoir*" qui a toujours été un concept central en analyse féministe, mais il ne signifie pas ici le rejet de tout pouvoir, mais plutôt la remise en question des lois, des structures des événements extérieurs qui maintiennent les femmes dans une situation d'impuissance et de dépendance : "As an alternative to the patriarchal finite notion of power, feminists have sought to reconceptualise power as infinite, a widely distributed energy of influence, strength, effectiveness and responsibility. Power is viewed as facilitative; *empowerment* to action occurs rather than domination. *Empowerment* or claiming personal power is a political act, because it allows people control over their own life and the ability to make decisions for themselves" (N. Van Der Bergh et L. Cooper, 1986:6). Cette notion de pouvoir pour le changement (M. Duval, 1992) de l'engagement sur la scène politique (H. Dagenais, 1995) rejoint également la notion de pouvoir productif tel que préconisé par Foucault (in B. Fawcett et B. Featherstone, 2000). Ce pouvoir doit aider les femmes non seulement dans leur revendication de l'identité individuelle en tant qu'être humain différent, mais dans la revendication d'un statut social et politique. Mais la transformation en profondeur des

rappports sociaux de sexe ne peut se faire sans un engagement politique (H. Dagenais, 1995) ou, sans passer par une action collective (M. Duval, 1992). *La renominatisation* ou en d'autres termes, avoir le droit de nommer, citer, "rendre crédible et pertinent ce qui est dit", c'est le besoin de valider le récit des expériences individuelles et collectives dans leur contexte (R. Mayer et F. Ouellet, 1991:222). Dans le cadre de cette recherche, c'est pouvoir sortir du carcan de la mentalité orientale des tabous, de ce qui doit être toujours caché, non-dit, non-identifié et permettre aux participantes de la recherche de nommer ce qu'elles jugent important à dire dans une étude et la façon de la conduire sur le plan éthique. (Idem, 222). *La valorisation du processus autant que du produit* signifie que la façon dont une personne poursuit un objectif, est aussi importante que l'atteinte de cet objectif. (N. Van Der Bergh et L. Cooper, 1986:6). Pour ma part, il s'agissait d'aller explorer le continuum de la trajectoire vécue par ces femmes et qui les a amenées à être aujourd'hui ce qu'elles sont. C'est la raison pour laquelle, j'ai pensé revenir sur les périodes de vie des femmes, leur enfance, leur adolescence, leur jeunesse, avant d'entrer directement dans la période de guerre. Mais dans ce continuum, mon intérêt visait uniquement les indicateurs de l'empowerment tels que l'estime de soi, la compétence socio-technique, la communication, la conscience critique, la prise de décision, indicateurs retenus par les différents auteurs de la recension des écrits. "*Le privé est politique*" est devenu pratiquement un symbole féministe. C'est en partageant leurs expériences personnelles dans un contexte de groupe que les femmes ont découvert et ont appris que la situation qu'elles affrontent n'est pas individuelle, mais une tendance généralisée du sexisme. Cette prise de conscience sociale et politique dans toutes les sphères de la vie privée, permet d'inter relier comportement et activités individuelles / influences sociétales et structurelles. Autrement dit, "la réalité des vies des femmes, c'est le public et le privé inter reliés. La séparation obscurcit l'étude du phénomène dans son ensemble et la recherche pêche ainsi par réductionnisme" R. Mayer et F. Ouellet, 1991:223). Par conséquent, reconnaître l'existence de rapports sociaux de genre et l'oppression des femmes dans notre société, c'est aussi assurer que le privé doit devenir politique.

VII- Type de recherche et méthodologie

Partant de la problématique et de la question de recherche, j'ai voulu interroger des femmes issues des milieux défavorisés sur leur cheminement personnel en faisant émerger de leurs discours, des connaissances portant à la fois sur leurs conduites, leurs stratégies d'action telles qu'elles ont été vécues dans leur quotidien. Je souhaitais décrire le processus d'*empowerment* dans certains champs (enfance, éducation, mariage, parenté, étude, travail, affiliation, actions), les changements opérés aux trois plans, personnel, interpersonnel, collectif, ainsi que leurs aspirations face à l'avenir. Par ailleurs, l'analyse des fondements conceptuels et épistémologiques de l'objet d'étude, l'analyse de la recension des écrits sur les femmes ainsi que le cheminement personnel de ma réflexion, tout ceci m'amène à privilégier un devis méthodologique de type qualitatif et exploratoire, grâce à l'étude d'un certain nombre de cas.

Exploratoire car, très peu d'études scientifiques se sont intéressées à cette problématique, à cette catégorie sociale. Très peu, du moins au Liban, prennent la notion d'*empowerment* comme cadre théorique et la pensée féministe comme cadre d'analyse. Peu de recherches ont porté sur les actions menées par des femmes dans un contexte de guerre. Il s'agit donc un champ vierge à explorer, "un phénomène intéressant ayant des composantes inattendues ou des interventions qui ont des conséquences imprévues qui pourraient fournir l'espoir de faire avancer des connaissances ou des pratiques" (J. Chevrier, 1993:67 in Gauthier). Exploratoire, car elle a pour tâche "d'examiner sous plusieurs angles le problème de l'étude, en vue de mieux le comprendre; elle est investie d'un rôle d'éclaireur des situations et révélateur des problématiques. Dans le cadre de la recherche sociale, elle tente de soulever des interrogations pertinentes, de situer les enjeux et les conséquences anticipées de telle action ou même inaction" (R. Lefrançois, 1992:4).

Qualitative, car elle accorde une place prépondérante au point de vue des sujets/femmes, et part de la nécessité de la déconstruction des analyses faites jusque-là sur les femmes dans le monde arabe et/ou musulman. Il s'agit ici de rendre compte du processus d'*empowerment* à partir du vécu quotidien, progressif, continu des femmes dont, à défaut, plusieurs facettes de la réalité sociale pourraient échapper à la connaissance. Les sujets ont été approchés dans leur contexte naturel avec une ouverture à tous les types d'information, donnant priorité à des outils ouverts de cueillette de données, tels que l'observation directe dans leur milieu de vie, les entrevues non-directives et les questions ouvertes. Qualitative, car le contact chercheur/sujet est un contact direct et intime. "Le chercheur est le principal outil de recherche, usant de son expérience, de sa sensibilité, de son entregent pour recueillir des données plus pertinentes que valides" (M.Q. Patton, 1990:40). Par ailleurs, la caractéristique holistique sous-jacente à la recherche qualitative vient mettre l'accent sur

la complexe interdépendance entre les éléments, tels ici les contextes (société patriarcale, guerre, milieux défavorisés), l'appartenance religieuse (chrétienne, musulmane) surtout que les liens ne sont pas linéaires ou du type cause-effet; comme la caractéristique dynamique donne plus d'attention au processus (*empowerment*) qu'au résultat final et le chercheur à partir de cas particuliers et uniques, tente de comprendre le monde dans sa complexité et non d'en porter un jugement (R. Massé, 1995) (cf. tableau VI).

Par ailleurs, le choix de cette méthodologie qualitative se justifie par le rapprochement que l'on peut faire avec les fondements philosophique et axiologique du concept de l'*empowerment*, et de la perspective féministe et constructiviste.

Quel type de savoir voulons-nous apporter? C'est ce genre de question qui m'a guidée dans mon choix; cette dichotomie entre le monde du savoir et du faire, la connaissance et l'action, la théorie et la pratique, les lettres et les chiffres, le qualitatif et le quantitatif, cette rupture, n'est rien d'autre pour le chercheur qu'un recul "vis-à-vis ses façons habituelles de voir les choses, ses préjugés, ses opinions, ses devoirs ou tout autre biais personnels" (R. Mayer et F. Ouellet, 1991:48). A mon avis, cette approche dissociée de la réalité est un faux problème; aussi, à l'instar d'A. Testart (1991:74), je considère que toutes les approches rencontrent les mêmes débats, les mêmes difficultés et surtout sur le plan de la double subjectivité. Par conséquent, ces réflexions m'amènent à faire miens deux des paramètres cités par R. Mayer et F. Ouellet (1991:49-50); "Il n'y a pas de recherche neutre; il n'y a que des chercheurs qui la conduisent... l'objet est souverain et non la méthode".

7.1- Méthodologie

- Etude exploratoire de type qualitatif, avec une analyse de discours, qui nous permet de nous centrer sur la recherche de l'essentiel et de comprendre l'univers de celles que nous étudions.
- Echantillon non probabiliste constitué de 20 femmes libanaises de confessions et régions diversifiées et de 12 informateurs-clés de disciplines, fonctions, statuts divers connaissant parfaitement l'environnement social des interviewées.

7.2- Stratégie de cueillette et d'analyse des données

- Choix pour 32 entrevues semi-dirigées constituant quelques 220h. d'échanges et un verbatim de 472 pages.
- Elaboration de guides d'entrevue individuelle.

- Transcription et traduction de l'arabe au français.
- Analyse du contenu manifeste visant une représentation intéressante de la réalité et non une généralisation (Pinto, Grawtiz, 1967).

7.3- Difficultés rencontrées

■ *Difficultés d'ordre organisationnel :*

- La disponibilité des femmes ou des informateurs/clés, le refus de certains maris.
- Les malaises, appréhension, errance des femmes..., le déplacement et les voyages du chercheur.

■ *Difficultés de l'ordre de la fidélité :*

- La transcription du verbatim de l'arabe oral au discours arabe écrit, l'un relevant du dialecte et l'autre de l'arabe classique.
- La traduction du discours arabe classique au français écrit.
- La subjectivité du chercheur quant au sujet traité.
- L'appréhension des interviewées à parler de leur vie privée.

VIII- Résultats et interprétation

La présente recherche s'est proposée d'identifier le processus d'empowerment collectif, concrétisé par des actions locales de type communautaire, menées par des femmes libanaises issues des milieux défavorisés et ce, dans un contexte de guerre. Il s'agissait d'explorer les interactions avec les différentes composantes de l'empowerment personnel et interpersonnel d'un côté et collectif de l'autre. Elle a étudié de façon plus particulière les stratégies qui ont facilité ou entravé le processus d'empowerment de ces femmes dans ses différentes dimensions. Par ailleurs, elle a tenté d'identifier les actions locales de type communautaire, initiées ou soutenues par les femmes ; ces actions sociales avaient toutes une dimension collective, visaient un but à la fois social, économique, politique et humanitaire et ont abouti à faire émerger le caractère « de bien commun » de ces actions.

Les connaissances produites découlent d'un travail psychosociologique d'entrevues en profondeur (Nombre = 32) conduites auprès de femmes – de confessions chrétienne et musulmane, vivant dans des régions diversifiées, à Beyrouth la capitale, sa banlieue sud ou nord-est, certaines grandes villes (Tripoli, Saïda, Zahlé, Baalbeck) en milieu rural ou semi-urbain – auprès

d'informateurs/clés, de disciplines, fonctions et statuts divers. Ils étaient sociologues, psychologues, travailleurs sociaux, directeurs d'organismes sociaux. Tous avaient une connaissance approfondie de l'environnement social des interviewées.

Pour pouvoir saisir et appréhender les facteurs qui ont soit facilité ou entravé le processus d'empowerment de ces femmes, nous avons privilégié les questions ouvertes, avec une liberté d'expression permettant des « constructions personnelles » mais qui ont permis de tendre vers un grand consensus.

Premièrement, il s'agissait dans l'identification du niveau personnel de l'empowerment, de se décrire à soi, l'idée, la perception que l'on se fait de soi en tant que femme, ainsi que certains comportements liés à l'estime de soi, ainsi que le regard porté par les informateurs/clés à leur égard. Il s'agissait également, à ce niveau personnel de l'empowerment, de se situer par rapport à leur conscience critique. Elle revêt une importance capitale, car c'est à cette étape que les femmes interviewées ont pu faire part de « leur éveil et de leur libération du monde du silence ». Parallèlement, les informateurs/clés ont pu de leur côté, repérer trois éléments importants que sont le discernement, jugé comme une assise fondamentale des rapports humains de tous ordres, la référence, repérée comme un nouveau modèle, ou un nouveau rôle à la femme vivant dans une société conservatrice et traditionnelle, le dépassement, retenu comme capacité à gérer et dépasser les situations conflictuelles. Pour le troisième chaînon capital dans le niveau personnel du processus d'empowerment, nous avons retenu la compétence socio-technique, faisant ainsi référence au savoir qu'elles avaient appris jeunes, et l'utilisation de ces acquis - techniques ou expérimentiels - dans les diverses activités implicites de la vie quotidienne et plus particulièrement dans la gestion des conflits lors de certaines situations d'urgence propres à la guerre libanaise. Ainsi, tous les informateurs/clés sont unanimes à reconnaître « le savoir-faire » de chacune.

Deuxièmement, nous avons cherché à identifier le niveau interpersonnel de l'empowerment, à savoir *en premier*, les habiletés aux divers types de communication ; la communication dépassant ici effectivement le fait de donner ou de recevoir de l'information, pour atteindre un certain degré d'influence sur son entourage, ou le pouvoir de faire arriver sa voix, aux leaderships concernés au niveau politique, religieux, militaire et/ou étatique, comme aussi, de savoir faire reconnaître ses droits, ou la capacité de savoir maintenir ou recréer des liens sociaux surtout dans un contexte de guerre multiconfessionnel. Les informateurs/clés, ont par ailleurs mis l'accent sur l'influence que ces femmes ont eue sur leur entourage, le partage des enseignements – si minime – soit-il avec d'autres femmes ou au sein des associations ou mouvements auxquels elles étaient affiliées. *En*

second lieu, nous avons voulu explorer leur capacité à prendre ou participer aux prises de décision. Les vingt femmes ont relevé un taux spectaculaire (20/20) de décisions que j'ai qualifiées de « hors normes » car elles relèvent de sujets tabous comme la sexualité, les conflits conjugaux, le divorce, la garde des enfants, ou le fait de briser les carcans de certaines traditions ou coutumes jugées inviolables, comme refuser le port du noir lors d'un deuil, le retour à la maison familiale au village suite à un veuvage, la remise en cause de l'institution du mariage telle que pratiquée, la résistance face à la belle-famille afin de faire traiter un mari dans un hôpital psychiatrique ou de lui refuser de s'immiscer dans la vie professionnelle et un choix d'avenir des enfants. D'autres décisions relèvent plutôt du domaine juridico-politique, du domaine du socio-économique, comme le fait de dénoncer les tentatives de vol et de corruptions aux autorités représentant l'Etat à cette période, ou de soutenir la coopérative du village afin de concentrer les énergies pour une production locale et nationale. Par ailleurs, les autres types de décisions prises se sont concentrés autour du champ inter-relationnel du mariage incluant les questions de la contraception, de l'avortement, du choix des carrières et des actions bénévoles ainsi que le choix de la gestion financière de la famille. Certaines reconnaissent par contre, la primauté du milieu familial dans certains choix. Quant à la perception des informateurs/clés, ils ont surtout retenu le champ associatif dans lequel les femmes se sont distinguées par rapport aux autres membres. Certains ont mis l'accent sur les capacités de décision en groupe, au sein des associations ou des mouvements.

Troisièmement, il s'agissait de retracer dans le cadre du niveau socio-politique de l'empowerment, la diversité des actions locales de type communautaire, et leur implication sociale collective. Nous nous sommes intéressées à repérer les initiatives que ces femmes ont entreprises, et nous avons voulu décrire la nature de ces actions qu'elles ont suscitées organisées, gérées, soutenues, ou bien auxquelles elles ont tout simplement participé. Les vingt actions, qu'elles aient été de nature humanitaire, socio-économique, socio-éducatif ou politique, avaient un caractère de « bien commun ». Mais il ne suffisait pas que la femme interviewée parle ou décrive elle-même le stade de l'empowerment collectif auquel elle pensait être arrivée. Un regard extérieur, celui des (12) informateurs/clés, devait venir éclairer et confirmer nos informations, Tous ont reconnu « la résistance positive » de ces femmes qui leur a bien fait porter le nom « d'agente-active anti-guerre » ou ce que d'autres appellent aujourd'hui « les militantes de la paix », ou les médiateurs de la réconciliation.

Quatrièmement, il s'agissait de repérer les thèmes émergents qui se dégageraient de l'analyse de contenu du discours des femmes. Les principaux thèmes retenus concernent en premier, les relations des femmes dans leur sphère privée et domestique. Elles décrivent ces

relations comme un continuum entre elles et leurs mères et entre elles et leurs filles. Quant aux relations avec la belle-famille, elles oscillent entre conflit et solidarité, alors que les rapports homme/femme, vont de l'oppression à la libération ; libération se réclamant d'une lutte commune, côte à côte avec des hommes, qu'elles considèrent victimes du système comme elles, et qui se rallient au féminisme perçu comme un mouvement social visant une société plus juste et plus humaine. En dépit de la guerre, la peur, la souffrance et les épreuves, des hommes et des femmes ont pu tenir les coups et rebondir pour rester humains malgré tout. D'autres thèmes émergents décrivent le rapport des femmes au temps, à l'espace oscillant entre la nostalgie du passé et le retissage de nouveaux liens sociaux pour construire une société libanaise nouvelle. Le rapport des femmes au pouvoir politique s'est concrétisé par la conviction de leurs idées politiques et leur pouvoir de changement et d'influence sur leur entourage et voisinage. Quant à leur rapport aux organismes sociaux, les femmes ont mis en évidence quatre éléments, reprenant la valorisation du don de soi dans toute action sociale : l'accompagnement psychosocial des usagers dans la gestion de leurs conflits au quotidien, leur rôle de médiation et d'advocacy face aux obligations occultées par l'Etat, le souci de la coordination des services sociaux d'une même région.

Cinquièmement, le choix de la méthodologie qualitative et des instruments d'observation directe, d'entrevue semi-dirigée et de questionnaire à questions ouvertes, se justifie par l'approche naturaliste où j'ai préféré étudier les situations dans leur contexte naturel et réel, recueillir les données telles qu'elles apparaissent naturellement sans manipulation expérimentale, par le choix d'une perspective holistique où l'ensemble du phénomène à l'étude ne peut être appréhendé que dans sa globalité et compris comme un système complexe interdépendant. Parallèlement, cette perspective psychosociologique développementale m'a permis de mettre l'accent tant sur le processus que sur les résultats. Par ailleurs, la pertinence théorique du cadre conceptuel et les retombées en matière de pratique professionnelle m'incitent à proposer une nouvelle vision du travail social avec et auprès des femmes, autant pour les intervenants sociaux que pour l'ensemble des organismes sociaux libanais.

L'analyse qualitative du contenu des discours des répondants (les femmes et les informateurs/clés) et qui a constitué un verbatim de 472 pages, a permis de saisir l'interdépendance des trois niveaux personnels, interpersonnel et socio-politique du processus d'empowerment. Par conséquent l'étude insistant particulièrement sur la dimension action-socio-politique est venue confirmer le passage possible de l'état d'impuissance à l'état d'empowerment.

IX- Les principales retombées de la recherche tant au plan théorique que pratique, qu'au plan de la recherche

Cette recherche a mis en évidence que en dépit d'un contexte de guerre, malgré un environnement caractérisé par une absence de pouvoir, concrétisée au quotidien par l'appauvrissement, la peur, le stress et la violence, des femmes libanaises, toutes confessions confondues, issues des milieux défavorisés ont pu accéder à un degré certain « d'empowerment », cette capacité de réappropriation d'un pouvoir endogène sur leur vie et leur environnement.

9.1. Retombées de la thèse sur le plan théorique

Cette recherche a pu ajouter un éclairage supplémentaire sur le concept d'empowerment, lié à un vécu de femmes :

* L'empowerment des femmes est un constat, une réalité de vie observable, une réalité incontournable. Le premier regard positif porté sur soi et sur les autres, la conscience critique sur les contradictions de leur environnement, l'identification de leurs compétences techniques et leurs habiletés communicationnelles et de prise de décision, constituent des principes de réalité qui nous font mieux comprendre les attitudes adoptées par les femmes dans cet environnement de guerre et de violence, telles que la non-nocivité, la bienveillance et l'empathie cités par M. Manciaux (2003). Ces dernières constituant la condition nécessaire mais insuffisante pour la construction progressive de ce processus d'empowerment.

L'empowerment des femmes est un processus complexe visant une action collective au service d'un « bien commun ». Pour prétendre acquérir un certain degré d'empowerment sur sa vie, le passage à une action collective est incontournable. On peut devenir fort pour soi mais on ne peut prétendre devenir fort pour user et abuser de son pouvoir sur les autres. Le passage à une action collective a poussé les femmes à s'engager pour se mettre au service des autres - non pas au service de n'importe quelle action collective. On a bien vu ces derniers temps la fine organisation et collaboration des groupes terroristes visant une déstabilisation d'un pays, utilisant des moyens violents prenant en otage, tuant des civils innocents. Le passage à l'action collective est donc une nécessité et une voie inévitable et indispensable dans cette spirale complexe de l'empowerment. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel type d'action. Cette dernière doit être soutenue par une conscience politique – au sens noble du terme – concrétisée par une action visant un « Bien

Commun » respectant des valeurs telles que la démocratie, la paix, la solidarité, la culture de la vie et non celle de la mort.

* L'empowerment des femmes est un processus influencé par une pensée féministe : Il ne s'agit pas ici du féminisme tel que pratiqué en Occident et qui n'a jamais vraiment pu percer au Liban ou au Moyen-Orient. Pour les femmes libanaises interviewées, cette pensée féministe s'est concrétisée dans cette volonté à sortir de l'ombre, à nommer les choses par leur nom, à rendre public un des problèmes domestiques le plus tabou, celui de la violence faites aux femmes et d'exiger que le problème soit soulevé au niveau des hauts responsables politiques, religieux et professionnels. Tout en reconnaissant – plusieurs d'entre elles – avoir été soutenues et aidées dans leurs actions par un mâle de la famille (père, frère ou mari) ou de l'entourage (ami, leader syndicale, député, médecin), elles ne cachent pas leur rébellion face aux autres femmes par qui la société patriarcale se reproduit et se pérenne. Elles lancent un appel pour une reconnaissance de leur identité comme « être humain » tirant sa force et son pouvoir de son adhésion au genre humain et non à son adhésion au sexe féminin ou masculin, notant également dans leur discours, cette conviction de posséder un pouvoir en soi-endogène – qui peut et doit les mener sur la voie du changement. C'est cette conviction profonde de la pensée féministe dans leur vie qui les a menées pratiquement dans la voie de l'émancipation et de la libération.

* L'empowerment est un processus qui requiert un regard prospectif c'est-à-dire tourné vers l'avenir avec cette capacité à l'imaginaire. Vivre un quotidien de guerre a été possible et réalisable à moindre coût car les femmes interviewées ont pu se projeter dans un avenir inconnu, insaisissable, elles ont pu jeter un regard critique sur une réalité actuelle, celle de leur rapport au temps, ce passé avec sa nostalgie d'un Liban d'avant-guerre, où il faisait bon vivre ensemble ; celle de leur rapport à l'espace, non utilisé à bon escient tant il est envahi par les commérages, le paraître, les qu'en-dira-t-on ; celle de leur rapport au pouvoir, avec le rôle joué dans la gestion des conflits et leur détermination à traiter avec la hiérarchie publique malgré son passé tyrannique et son présent inefficace.

Par ailleurs, face à ce regard critique, elles ont su se positionner sur un échiquier plein de promesses. Elles ont su inculquer à leurs enfants la valeur du don de soi dans toute action sociale, comme elles ont su proposer un rôle politique de médiation et d'advocacy pour toutes les organisations sociales soutenues par ses usagers femmes et ses professionnels au même titre. Elles ont insisté sur l'imminence de la coordination qui doit s'instaurer entre les diverses organisations sociales, en commençant par celles situées dans la même région.

En conclusion, ce que nous pouvons déduire de cette recherche, c'est que le concept d'empowerment ne peut être conçu comme un but encore moins comme un résultat. Retenu ainsi, le

concept ne peut que faire évoluer la personne vers un type de pouvoir absolu, un pouvoir **sur** les autres, contraire à notre objectif de travail social. L'empowerment ne peut être qu'un processus, une démarche holistique qui doit prendre en compte tout un ensemble de dimensions, passant indifféremment du niveau personnel au niveau interpersonnel, au niveau sociopolitique. La démarche peut également procéder dans le sens contraire; une personne peut très bien à partir de son engagement dans une action sociale réussie (socio-humanitaire, socio-économique, socio-politique...) renforcer petit à petit ses capacités à la communication à l'intérieur de groupes restreints, apprendre à prendre des décisions toutes simples puis hors normes et ainsi asseoir son estime de soi. (cf. schéma-synthèse VI).

L'empowerment ne peut être qu'un processus complexe, dynamique, multidimensionnel en constant devenir. Il est complexe car plusieurs facteurs entrent en jeu à l'intérieur d'un même espace - temps. Il est dynamique car il ne peut qu'être en mouvement, devenir statique en arrêtant le processus, peut le ramener à l'arrière. Il est multidimensionnel car plusieurs dimensions de l'être doivent être prises en compte :

- ❖ La dimension philosophique ou idéologique, axée sur les droits humains : le droit à la parole, le droit à la prise de décision.
- ❖ La dimension méthodologique mettant en priorité le processus progressif à trois niveaux : le personnel, l'interpersonnel et le collectif.
- ❖ La dimension écologique dont les buts ultimes étaient d'amener les femmes à susciter un changement dans les rapports de force et de s'assurer que l'action sociale collective menée a pu avoir un impact, un bénéfice réel et concret pour la communauté.
- ❖ La dimension prospective, celle qui rejoint le contrôle au présent des émotions inévitables dans les situations de crise et d'urgence qui sont la peur, l'angoisse, la colère, la révolte mais qui permet aussi la projection dans un avenir où l'espérance d'un monde meilleur est envisageable et possible.

L'empowerment est un processus en constant devenir car il n'y a point d'état final à ce processus comme le dit Staples (1990). Même si les femmes interviewées, conscientes de leur oppression et leur impuissance, mais habitées par cette pensée féministe et prospective ont pu, pour certaines, atteindre une forme de sagesse et pour d'autres une forme de libération. Mais pour l'ensemble, le chemin est ouvert et il est encore long à parcourir. Les pointillés du triangle de l'empowerment doivent rester ouverts. Chaque femme pourra pour elle-même évaluer le point final auquel elle est déjà arrivée et là où elle souhaite arriver. (cf. schéma-synthèse VII)

SCHÉMA-SYNTHESE VI

L'EMPOWERMENT : UN BUT, UN PROCESSUS, UN RÉSULTAT ?

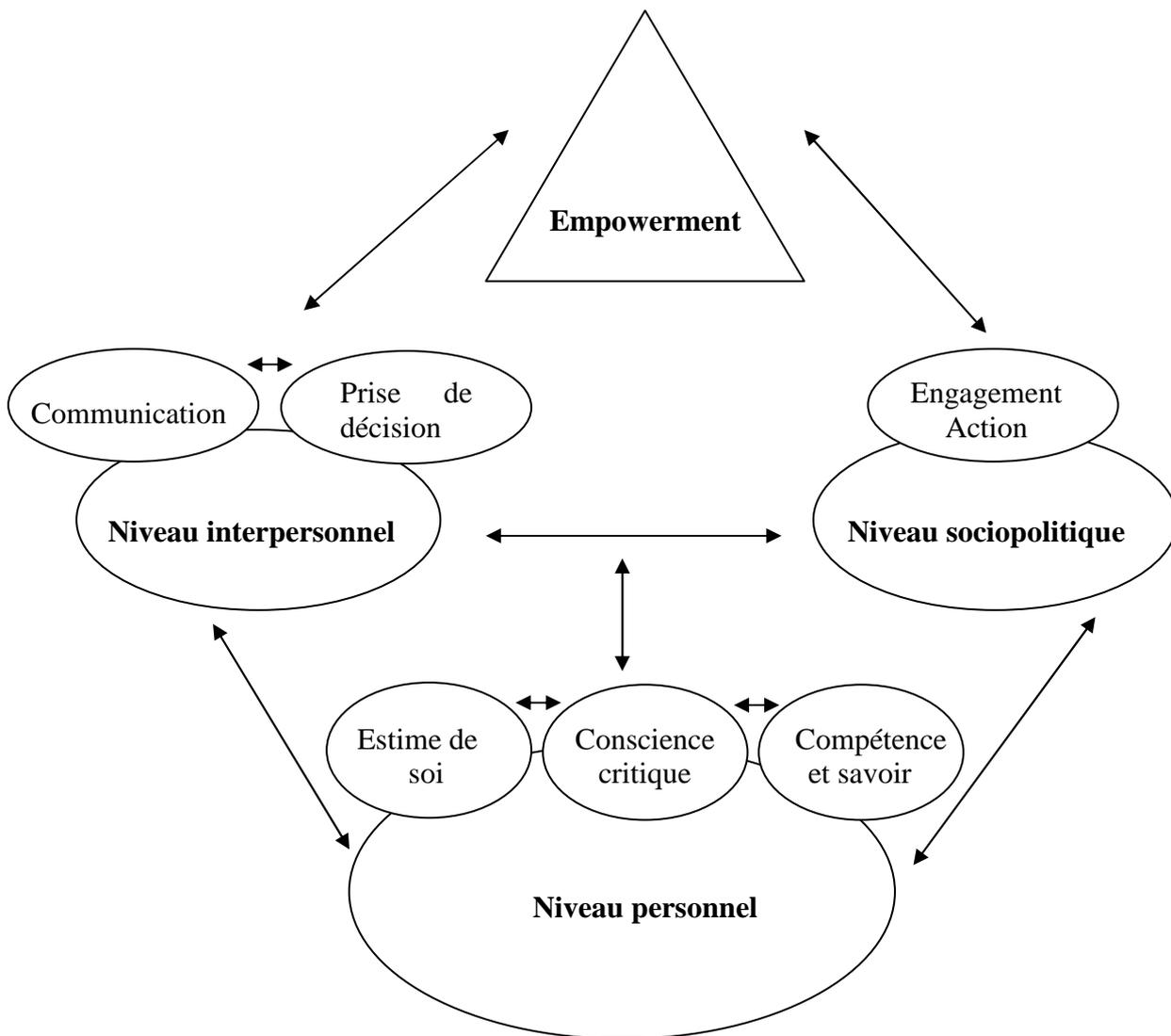
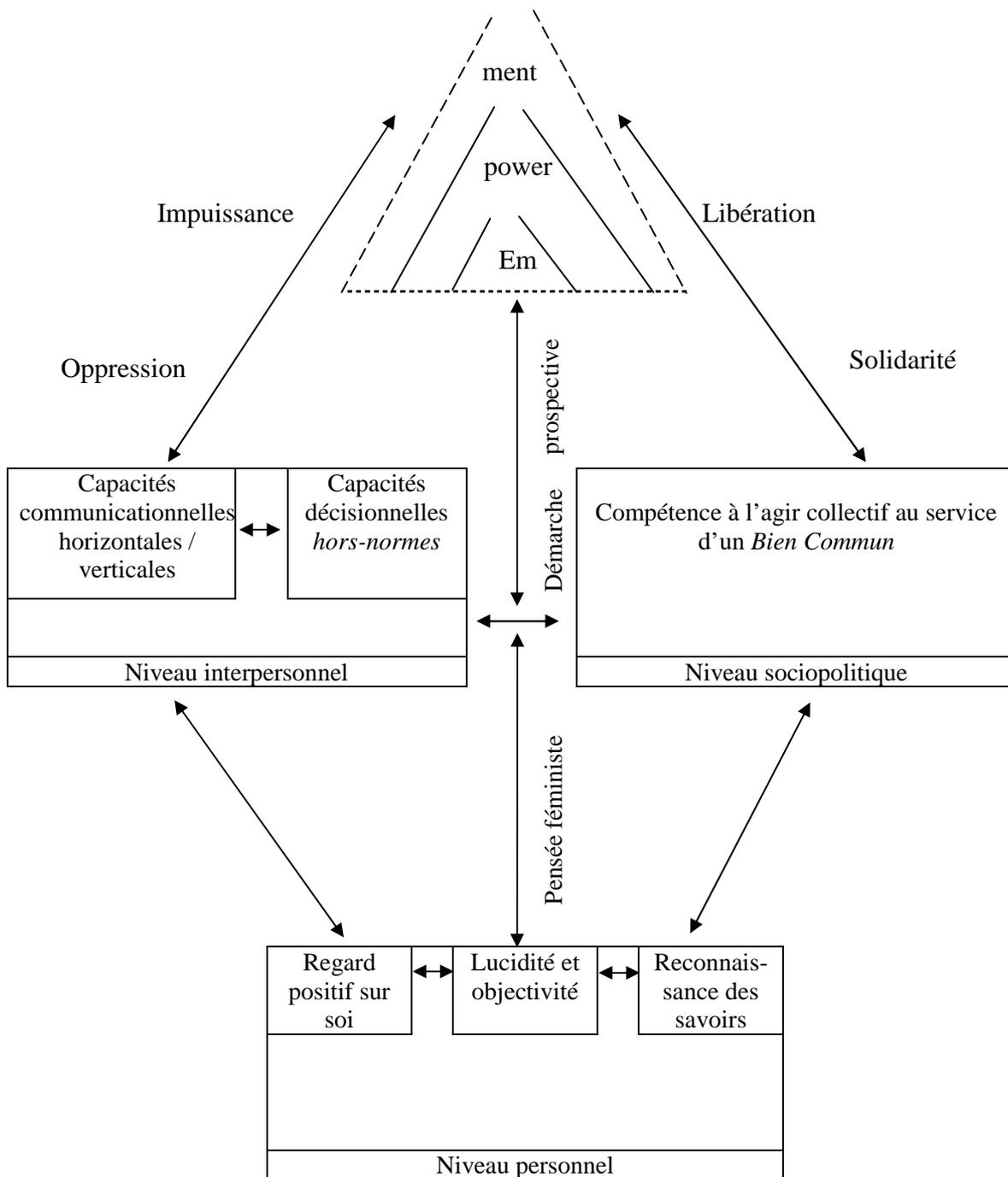


SCHÉMA-SYNTHESE VII

**L'EMPOWERMENT UN PROCESSUS COMPLEXE,
DYNAMIQUE, MULTIDIMENSIONNEL EN CONSTANTE DEVENIR :
IL N'Y A POINT D'ÉTAT FINAL A L'EMPOWERMENT**



9.2. Principales retombées de la thèse sur le plan de la pratique du travail social

En d'autres termes, que veut dire pour un travailleur social de s'engager dans une pratique à perspective d'empowerment ?

Il s'agit en premier d'une révision en profondeur du rapport usagers-femmes et travailleuses sociales-femmes. Ces dernières doivent travailler à une remise en question et une clarification des valeurs sous-jacentes à leur action ainsi qu'à leurs méthodes d'approche:

Promouvoir le changement de mentalité, le changement de perception afin de considérer les femmes-usagers des services sociaux non plus comme des « assistées » sociales dépendantes du système, mais comme des sujets libres possédant des capacités personnelles, une conscience critique leur permettant de prendre certaines décisions et de faire des propositions prouvant ainsi le contrôle sur leur vie.

Changer de méthode d'approche et éviter de vouloir tout faire à la place de l'autre. Reconnaître la femme comme compétente, possédant certaines habiletés techniques ou autres, lui donner le droit à la parole, notamment à la parole en public afin de rendre plus lisible et plus visible une réalité de femmes défavorisées, dont ces dernières sont seules à en posséder le savoir. Au Liban, selon l'une des interviewées « *La majorité des organismes sociaux est soit à l'initiative des femmes, soit gérée par de femmes, ils ont donc une très grande responsabilité dans la promotion des femmes* ».

* Promouvoir un travail de mobilisation de groupes de femmes, ou de réseaux féministes ou ce qu'elles ont elles-mêmes nommé comme « *rencontres de conscientisation, cercles de décision, noyau d'alphabétisation, atelier de réhabilitation économique, coopération inter-association, carrefour de rencontre, groupe de pression* » etc... afin de leur permettre de réfléchir ensemble à une plus grande et meilleure gestion de leur temps, de leur espace, de leur argent, de leur pouvoir ou de son absence et de débattre du revirement de leurs rôles au sein de leur foyer et des opportunités qui pourraient leur être offertes hors de la sphère privée en termes d'emploi, d'activités rémunérées, de projets novateurs de production (artisanale, agricole, créative, artistique) leur permettant une plus grande autonomie financière et par conséquent une plus grande confiance et estime de soi.

Développer les connaissances des femmes des milieux défavorisés, en matière de législation, de statut personnel, des droits sociaux, civils et politiques. Supprimer les barrières

sources d'oppression. Eliminer les conditions qui maintiennent ces femmes dans l'ignorance, l'analphabétisme ou l'oppression. Travailler avec elles afin de tendre vers un statut d'acteur politique, conscientes de leurs droits et leurs devoirs et ne plus se considérer comme une consommatrice de services. L'une des femmes interviewées va encore plus loin quand elle avance des propos tels que : « *Les amener à lire plus.... à savoir ce qui se passe dans le monde... connaître les lois et tout ce qui se passe dans le pays... les pousser à prendre position, les encourager à parler en public... donner un avis politique, un avis sur quoi que ce soit qui est important dans la vie sociale.... C'est une action à faire dans ce sens...* ».

Porter une attention aux particularités socioculturelles, et à l'hétérogénéité de l'identité des femmes de ces milieux défavorisés. N'oublions pas que ces femmes sont issues de communautés et de confessions diverses, ayant chacune son histoire, ses références, ses règles et mesures cléricales. N'oublions pas que ces femmes adhèrent également à divers partis politiques et sont originaires de régions rurales, urbaines ou montagneuses possédant un particularisme aussi historique qu'ethnographique. Travailler avec elles, exige de la part des travailleurs sociaux une attention particulière aux spécificités culturelles, une revalorisation de deux principes fondamentaux souvent occultés ou négligés, celui du savoir-être et du savoir-écouter.

Contribuer à une nouvelle représentation des rôles que peut jouer la travailleuse sociale. Aidante et prestataire de services, cette dernière devrait se percevoir plus comme conseillère, facilitatrice et surtout médiatrice favorisant l'échange des femmes entre elles, faisant confiance à leurs capacités à s'inscrire dans des rapports sociaux égalitaires (femmes-femmes/hommes/femmes), faisant confiance à leurs capacités à intégrer l'homme dans leurs stratégies du changement, de la place de la femme dans la société libanaise, faisant confiance à leurs capacités à percevoir la médiation sociale comme une fonction essentielle dans le travail social – non pas comme une technique de résolution de conflits entre individus, groupes et collectivités, mais plus comme « un ensemble émergent de pratiques finalisées... visant la nécessité de reconstruire des liens sociaux » (D. Bondu, 2000:17). Cette notion de médiation sociale, dans ce champs d'action, avec les femmes des milieux défavorisés veut désigner une praxis nouvelle du travail social qui s'efforce d'inventer des réponses à des situations de crise, d'urgence, d'impuissance – telles que vécues par les femmes interviewées dans cette recherche – et vise à la re-socialisation des femmes entre elles grâce à une action de réinstauration du lien social. Par conséquent, former les travailleurs sociaux à l'esprit de la médiation devient une nécessité et un projet mobilisateur pour tout travail avec les femmes. Si ces dernières ont pu prouver durant la guerre au Liban qu'elles étaient « des

agentes anti-guerre », privilégier cette fonction de médiation s'inscrit aussi dans le projet d'une culture de la paix favorisant la convivialité et la solidarité.

Mettre en œuvre des stratégies nouvelles d'actions locales de type communautaire en collaboration avec toutes les instances existantes dans les régions et plus spécialement, les centres de services et de développement rattachés au Ministère des Affaires Sociales (MAS) et d'autres instances du secteur associatif. Valoriser les actions déjà entreprises par les femmes elles-mêmes dans les diverses régions du Liban, apporter du support aux projets novateurs des femmes ayant un caractère « d'économie sociale et non marchande », assurer un circuit ou un réseau national ou international pouvant aider à l'écoulement de la production artisanale, agricole ou artistique.

9.3. Retombées de la thèse sur le plan de la recherche

Les données dans notre étude ont été le fruit d'un travail de plusieurs années, recueillies auprès d'une catégorie de femmes libanaises issues des classes défavorisées, résidant surtout dans des milieux urbains, semi-urbains ou ruraux, caractérisés par une forme de pauvreté économique, un niveau d'instruction plutôt modeste et ayant toutes subi les traumatismes d'une guerre fratricide. Il est maintenant possible de réaliser une autre étude sur le processus d'empowerment d'une autre catégorie de femmes libanaises ayant bénéficié d'autres atouts ou privilèges (économique, éducationnel, emplois, situation d'après-guerre...) et ainsi mieux connaître la portée des niveaux personnel, interpersonnel et sociopolitique retenus dans notre recherche.

Par ailleurs, il est fortement recommandé de poursuivre des études pour recenser sur tout le territoire libanais les associations féministes, leurs objectifs, leurs programmes, leur impact, sur la société.

Il serait intéressant de faire une recherche comparative et/ou évaluative de l'impact de la pensée féministe sur les politiques publiques, ainsi que des recherches ciblées sur les politiques menées par les femmes parlementaires.

D'autres recherches devraient être menées sur la féminisation de la pauvreté au Liban, sur la contribution financière à l'économie nationale des femmes au foyer, des femmes actives en milieu rural, des femmes sur le marché du travail.

D'autres recherches plus ciblées sur les femmes et leur rapport au pouvoir : pouvoir religieux, pouvoir politique, pouvoir décisionnel, pouvoir créatif.

Parmi les vingt femmes interviewées, deux d'entre elles étaient des femmes victimes de violence conjugale. Il serait intéressant de traiter cette question, tant d'un point de vue psychologique, pour comprendre les causes et les enjeux de ce rapport évident entre les sexes, mais également du point de vue de l'intervention sociale en vue de mieux habiliter les assistants (es) sociaux (les) obligé(e) s de côtoyer ce type de situation.

Nous proposons également de consacrer autant d'intérêt que d'énergie à la recherche qualitative qu'à la recherche quantitative visant à construire des connaissances scientifiques sur la place des femmes au Liban tant dans leur accès au pouvoir que dans les champs de l'instruction, du travail, de la santé ou des médias, que celui du travail social.

X- Les limites de la recherche

L'étude entreprise se limite à la réalité de 20 femmes libanaises constituant une grande diversité tant par leur appartenance confessionnelle (maronite, melkite, orthodoxe, que sunnite, chiite et druze) que par leur affiliation à des partis politiques (communiste – socialiste – Kataèb – PNL) que par leur lieux de résidence (urbain – rural). Ce qui nous amène à rester très prudente quant à la généralisation des résultats aux autres femmes vivant sur tout le territoire libanais et ayant vécu les mêmes conditions de la guerre. Une autre limite à notre recherche est celle d'avoir choisi un groupe de femmes ayant vécu une période de guerre – celle que le Liban a connu de 1975 à 1990 – ceci nous amène à ne considérer les résultats que pour cette catégorie et éviter toute généralisation possible.

Une seconde limite concerne le choix des informateurs/clés. Vu la difficulté des déplacements dans le pays et la quasi inexistence de statistiques ou de listes exhaustives de travailleurs sociaux au Ministère des Affaires Sociales permettant un choix plus grand et un choix plus judicieux des référents du terrain, je me suis contentée des informateurs/clés que je connaissais de par ma longue pratique sur le terrain.

Une autre limite concerne l'analyse de contenu, j'ai essayé de mettre l'accent sur la catégorisation du contenu manifeste et j'ai accordé peu d'importance au contenu latent. L'analyse

de contenu, comme toute autre technique ou outil de recherche comporte des limites évidentes. Pour moi, il s'agissait d'une « mise en discours de l'expérience des sujets », d'une mise en discours d'une trajectoire de vie. L'analyse de contenu, quelle qu'elle soit, ne restituera jamais la totalité des significations possibles et n'arrivera jamais à rendre compte de toute la richesse des informations compilées.

Conclusion

Nous voulions à travers cette recherche identifier ce niveau d'empowerment collectif, auquel des femmes libanaises étaient arrivées, malgré la fausse représentation que le grand public libanais pouvait leur avoir assigné en dépit du manque de pouvoir dû à leur appauvrissement généralisé (guerre – déplacements forcés – pertes matérielles – crise économique), à leur manque de savoir (analphabétisme), à leur conscience primaire (fatalisme), à leur sentiment de dépendance à l'égard des mâles de la grande famille (père – frère – mari) ou de l'environnement social de proximité (leader naturel ou syndical).

Il s'avère que ce sont ces différents facteurs, qualifiés au point de départ de facteurs d'impuissance, qui ont joué le rôle de défi suscitant le processus d'empowerment à la fois personnel, interpersonnel que collectif. Comme certaines le disent : cette capacité à contrôler et maîtriser les événements au quotidien, cette capacité à se réapproprier un pouvoir sur sa vie et sa destinée.

Le discours des participantes à cette recherche a mis en lumière le sentiment d'impuissance lié aux différentes situations de fragilité et de vulnérabilité, exprimé sous les diverses formes de la peur : peur de la mort, peur de perdre un être cher, peur des menaces et des dangers multiples, peur de manquer de ce qui est essentiel à leurs yeux, peur de perdre ses valeurs. Mais elles reconnaissent que ces peurs et fragilités apparentes n'ont pas été des facteurs inhibant ou entravant leur empowerment. Elles ont refusé de rester prisonnières de la déchirure traumatique de la guerre civile. Chacune d'entre elles a su contrôler les circonstances imposées par les événements. Elles ont su, chacune à leur façon, apporter affection et soutien, éléments considérés comme un besoin vital face à la souffrance physique et psychique des siens et de l'entourage. Elles ont su utiliser le dialogue et la médiation, considérés également comme les meilleurs outils non seulement de résolution des conflits inévitables, mais surtout comme moyen de retissage des liens sociaux dans la société libanaise meurtrie par tant de rupture.

La recherche a mis en évidence un constat : l'empowerment des femmes interpelle en premier lieu les femmes pour la revalorisation de leur rôle dans les familles et la réévaluation de leur place dans la société libanaise. En soutenant que le mouvement féministe que les femmes libanaises devraient enclencher main dans la main avec des hommes épris de justice et d'égalité, elles pensent que l'amélioration du statut de la femme, et de sa condition en général, constitue un levier puissant pour accélérer les réformes et éliminer toutes formes de discrimination au Liban et dans tous les pays du Proche-Orient. L'amendement du code de la famille au Maroc, entré en vigueur en Janvier 2004 est tout à fait édifiant et significatif.

Le défi est donc de taille : assurer une révolution culturelle au niveau des mentalités des femmes en premier. Ces dernières devant de surcroît se former sans menacer, s'émanciper sans provoquer, se libérer sans déstructurer.

Les femmes sont ainsi au cœur de toutes les interrogations et de toutes les polémiques. Au cœur aussi de cette prolifération d'initiatives sur le futur de la région et on ne soulignera jamais assez les effets multiplicateurs de l'éveil et la conscientisation des femmes sur leurs conditions de vie, leurs familles, leurs sociétés, en terme de démographie, d'instruction, d'éducation à l'environnement et surtout à la démocratie, en terme de liberté et de développement ouvert sur l'avenir. Gardiennes de la tradition, mais aussi ouvertes aux changements, les femmes ont prouvé posséder ce pouvoir d'intermédiation et cette capacité de faire dialoguer universalité et particularisme. L'analyse des résultats montre également que les participantes à cette étude décrivent leur empowerment comme une réalité, et que cette dernière n'est ni une utopie, ni un mythe. A l'instar de ces enfants des rues de Colombie et du Brésil, l'observation de cette sous-culture de personnes exposées aux pires excès des mécanismes d'exclusion des sociétés patriarcales ou modernes, exposées aux pires injustices des guerres ; les femmes interviewées ont su faire de la souffrance et du manque, un moment sensible dans l'évolution de la réparation de soi et la base de leur génie créateur dans les divers projets sociaux décrits. Seule, la création possède le pouvoir de mettre la personne humaine sur le chemin de la libération et du bonheur.